



CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 17 JUILLET 2020

L'an deux mille vingt , le dix sept juillet, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, GRALL Renaud, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CASU Michèle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, SOUN Véronique, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

GOALEC Bernard

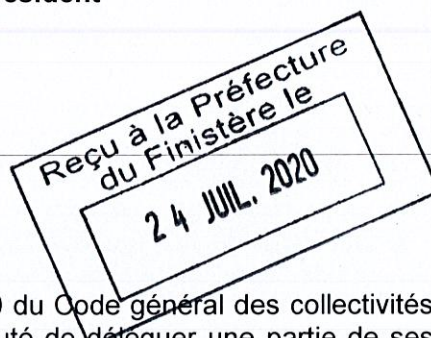
Excusés

BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à APPELGHEM Ludovic)
PHILIPPE Georges (pouvoir à CANN Joël)
RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)
SERGENT André (pouvoir à SOUDON Chantal)
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
TRMAL Marie-France (pouvoir à SOUN Véronique)
CALVEZ Gilles (pouvoir à QUILLEVERE Séverine)
MEVEL Stéphanie (pouvoir à BODENEZ Guillaume)
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)
LETEURE Tiphaine (pouvoir à BODILIS Jean-François)
YVINEC Odile (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)

Conseil de Communauté du 17 juillet 2020

Délibération n°DCC2020_065

Objet	Délégation de compétences accordée au président
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Service Affaires Générales
Thème	Affaires générales



Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Le président indique à l'assemblée que l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales donne la possibilité au conseil de Communauté de déléguer une partie de ses attributions au président, aux vice-présidents ayant reçu délégation ou au Bureau dans son ensemble. Cette faculté est toutefois ouverte à l'exception :

- du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances,
- de l'approbation du compte administratif,
- des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L 1612-15 du Code général des collectivités territoriales,
- des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale,
- de l'adhésion de l'établissement à un établissement public,
- de la délégation de la gestion d'un service public,
- des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Les attributions au président sont exercées en cas d'empêchement ou d'absence de celui-ci par le premier vice-président et en cas d'absence ou d'empêchement du premier vice-président, par le second vice-président, et ainsi de suite.

Pour rappel, lors de chaque réunion du conseil de Communauté, il appartient au président de rendre compte des travaux du Bureau et des attributions exercées par délégation du conseil de Communauté.

DÉLIBÉRATION :

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
Vu la délibération n° 20105-155 du conseil de Communauté en date du 11 décembre 2015
Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 213-3, R. 213-1 et R. 213-6,
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-9 alinéa 7
Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 16 juillet 2020

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : donne délégation au président afin :

- d'arrêter et modifier l'affectation des propriétés de la Communauté utilisées par les services publics communautaires ;
- de procéder, dans la limite de l'inscription budgétaire annuelle :
 - o à la réalisation de tous types d'emprunts destinés au financement des

- investissements,
- o aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1 du CGCT, sous réserve des dispositions du c de ce même article,
 - o de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses ;
 - de passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
 - de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget et jusqu'à 90 000 € HT ;
 - de créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services dans la limite de 15 000 € d'encaisse ;
 - d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
 - de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € ;
 - de fixer :
 - o les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
 - o le montant des offres de la Communauté à notifier aux expropriés dans les limites de l'estimation des services fiscaux (Domaines) et de répondre à leurs demandes ;
 - o le prix de vente des terrains sur les zones d'activités gérées par la Communauté et signer les actes à cet effet dans la limite de l'estimation des services fiscaux (Domaines) et de 500 000 €, dans le cadre des tarifs votés par le conseil de Communauté ;
 - de réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de trois millions d'euros par année civile ;
 - d'intenter au nom de la Communauté les actions en justice ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle dans la limite de 15 000 € ;
 - de prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du Code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la Communauté ;
 - d'autoriser, au nom de la Communauté, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
 - d'accorder aux élus communautaires les mandats spéciaux pour représenter la Communauté hors du territoire du Finistère, étant précisé que les frais nécessités par l'exécution desdits mandats spéciaux seront remboursés en fonction des frais réellement payés, sur présentation des pièces justificatives.
 - exercer le droit de préemption urbain dont la Communauté est titulaire et le déléguer à la commune ou toute autre personne morale y ayant vocation qui solliciterait son exercice dans le cadre de l'aliénation d'un bien.

Signé par :
Patrick Leclerc
Date : 20/07/2020
Qualité :
Président-Maire